



2^{DA} SESSIONE URDINARIA DI U 2026
RIUNIONE DI I 1^{mu} È 2 D'OTTOBRE DI U 2026
2^{ÈME} SESSION ORDINAIRE DE 2026
RÉUNION DES 1^{er} ET 2 OCTOBRE 2026

N° 2026/O2/059

Question orale déposée par le groupe « Avanzemu »

OBJET : ORGANISATION D'UNE NOUVELLE CONFERENCE SOCIALE

Monsieur le Président du Conseil exécutif,

Le contexte géopolitique international incertain, du détroit d'Ormuz jusqu'à la Méditerranée, a provoqué une explosion des prix du pétrole, entraînant celle des carburants qui ne cessent de battre des records à la pompe.

De facto, et par effet domino, l'impact est considérable sur le coût des transports, de celui des marchandises à grande échelle au trajet quotidien des particuliers pour se rendre sur leur lieu de travail, emmener leurs enfants à l'école ou tout autre action de la vie courante.

L'insularité reste un critère aggravant et c'est dans ce cadre que le député Paul-André COLOMBANI rendra d'ailleurs les conclusions de sa mission parlementaire sous peu.

Notre territoire, caractérisé par une population vieillissante, une précarité exponentielle et une insuffisance de transports en commun dans une île montagne, est de ce fait particulièrement vulnérable aux externalités négatives économiques et sociales.

Si l'on ajoute à l'inflation des carburants celle qui frappe de manière mécanique, chronique et durable tous les produits, biens et services, on retrouve les paramètres objectifs d'une crise sociale. Celle-ci survient en outre dans un contexte de crise financière du denier public. De l'Etat aux plus petites collectivités, les budgets sont contraints. Il appartient néanmoins aux responsables politiques de se soucier de l'avenir du peuple.

Ce dernier envisage, à l'échelle de la France, d'ores et déjà de se manifester dans le courant du mois d'octobre. Cela n'est pas sans rappeler le mouvement dit des gilets

jaunes de 2018 qui s'organisait alors dans un climat social tendu mais des indicateurs économiques meilleurs que ceux que nous connaissons actuellement.

À titre de rappel, notre île est d'autant plus impactée que la cherté de la vie y est déjà plus importante qu'ailleurs - selon l'INSEE supérieure de 7% à 15% -. Les Corses subissent donc de plein fouet l'ensemble des aléas économiques inflationnistes.

Par le passé, notre Assemblée et la Collectivité de Corse avec de nombreuses autres institutions, avaient installé une conférence sociale qui avait permis de discuter des problématiques rencontrées et d'aborder collectivement des pistes voire des solutions concrètes en faveur du pouvoir d'achat des Corses.

Affirmer dans cette enceinte aujourd'hui que le quotidien des corses ne s'est pas véritablement amélioré n'est pas très risqué ! Il n'y a qu'à les écouter pour comprendre et compléter la longue liste de leurs aspirations, en matière de pouvoir d'achat, de logement, de fins de mois difficiles, etc...

Les nationalistes corses sont conscients de l'urgence de la situation relatives au quotidien des Corses. L'actuel mouvement revendicatif du monde agricole, et depuis peu, des sapeurs-pompiers, corrobore ce mal-être généralisé et commande une urgence dans la réaction et l'action politique.

Monsieur le Président, à quelques semaines d'un débat essentiel sur l'évolution institutionnelle de l'île et à quelques mois d'échéances politiques déterminantes pour l'avenir du peuple corse, n'est-il pas temps d'anticiper les conséquences de la crise sociale et économique actuelle, en proposant de réunir, dans les délais les plus brefs, une nouvelle conférence sociale comprenant tous les acteurs socio-économiques et politiques du territoire ?